

Corse

1. SITUATION

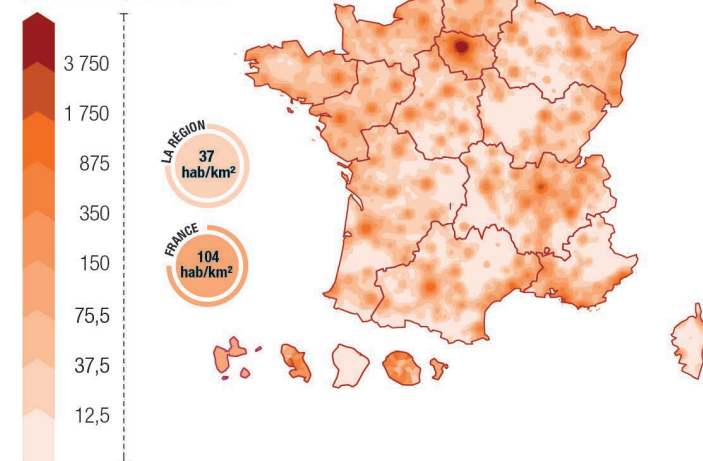
TERRITOIRE INSULAIRE, MARQUÉ PAR UN FORT RELIEF ET UN LITTORAL TRÈS DÉCOUPÉ, la Corse connaît une forte croissance démographique depuis 2009 avec une progression de sa population deux fois supérieure au taux national. Cette croissance est due quasi-exclusivement au solde migratoire. Pour autant, l'île, reste la région la moins densément peuplée et la plus âgée de France métropolitaine. La population est largement concentrée sur le littoral au détriment de l'intérieur. Les pôles d'Ajaccio et de Bastia et, dans une moindre mesure, Corte concentrent l'essentiel de la population, des emplois et des équipements.

Si la population augmente dans les villes et dans les zones périurbaines, les territoires ruraux de montagne, souvent enclavés, connaissent une déprise et un vieillissement démographique important, tandis que le maillage en matière de services est nettement insuffisant (mal révélé par les indicateurs nationaux d'accessibilité des services compte tenu de la très faible densité).

Densité démographique

Densité de population en 2013

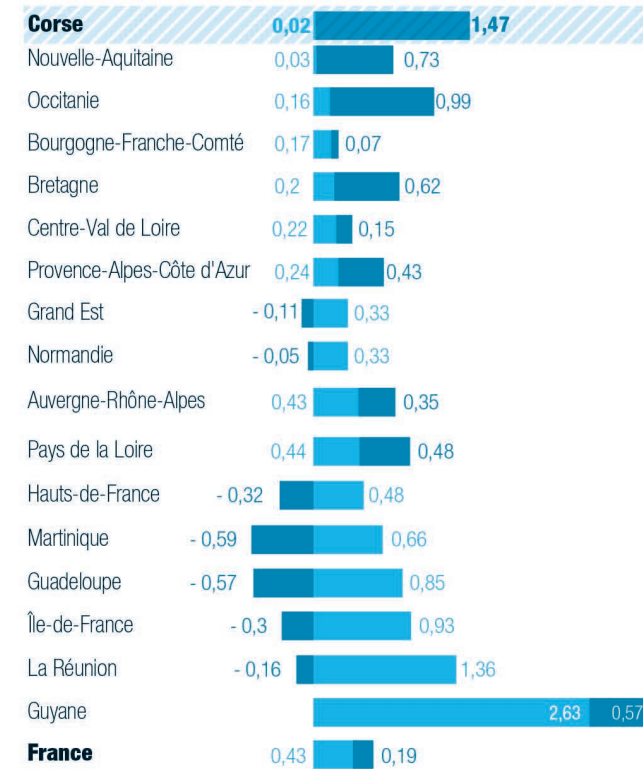
En habitant par km²,
représentation lissée pour le territoire métropolitain,
par commune pour les DROM



Soldes naturel et migratoire

Contribution des soldes naturel et migratoire dans la croissance démographique entre 1999 et 2013

- Taux annuel moyen de variation de la population due au solde naturel
- Taux annuel moyen de variation de la population due au solde migratoire apparent



Mayotte : données non disponibles

PIB
8 597
millions d'euros
en Corse

soit 0,4 % du PIB national
et 26 432 euros par
habitant en 2014

10,3 %
de la valeur ajoutée
dans la construction
en 2014 en Corse

Agriculture : 1,5 % (France 1,6 %)
Industrie : 6,3 % (13,9 %)
Construction : 10,3 % (5,9 %)
Tertiaire marchand : 48,7 % (55,7 %)
Tertiaire non marchand : 33,3 % (22,9 %)

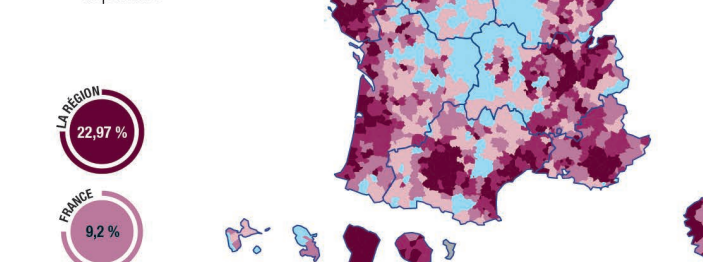
UN IMPORTANT DÉSÉQUILIBRE ENTRE LE LITTORAL, URBANISÉ, ET L'INTÉRIEUR DE L'ÎLE

Évolution de la densité

Variation de la densité de
population entre 1999 et 2013

En % par bassin de vie

- 21,5 à 164,4
- 12,8 à 21,5
- 6,9 à 12,8
- 0 à 6,9
- 19,9 à 0
- Données non disponibles



Population à 2040

Population à l'horizon 2040

En milliers d'habitants par département

- 1 000
- 500
- 100

Évolution projetée annuelle
moyenne de la population
entre 2007 et 2040

En % par département

- 0,7 à 3,1
- 0,4 à 0,7
- 0,3 à 0,4
- 0 à 0,3
- 0,4 à 0
- Données non disponibles



L'emploi et son évolution

Évolution de l'emploi total entre 2002 et 2012

En % par zone d'emploi

- 5,0 à 66,7
- 1,0 à 5,0
- 0 à 1,0
- 1,0 à 0
- 17,4 à -1,0
- Données non disponibles

Nombre d'emplois en 2012

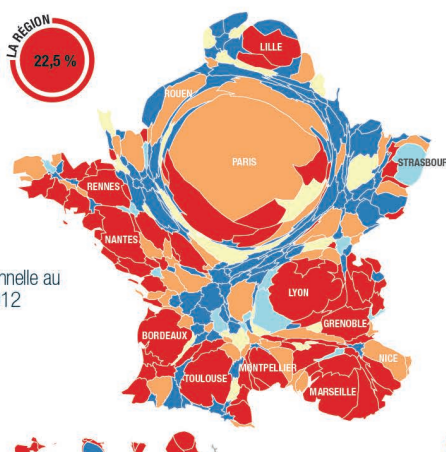
Par zone d'emploi

La surface sur la carte est proportionnelle au
nombre d'emplois de la zone en 2012

Exemples :

Bordeaux
565 000 emplois

La Rochelle
100 000 emplois



2. FRAGILITÉS

LE TAUX DE CHÔMAGE EST EN REPLI MAIS RESTE SUPÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE (+0.8%), le taux d'actifs est faible, marqué par la forte proportion d'emplois saisonniers faiblement compensée par la pluriactivité. L'économie corse, fortement dépendante de l'emploi public, des transferts financiers et du tourisme, est globalement sous-industrialisée. Elle souffre de la faiblesse de l'investissement et du vieillissement de son tissu d'entreprises.

Inégalité de revenus

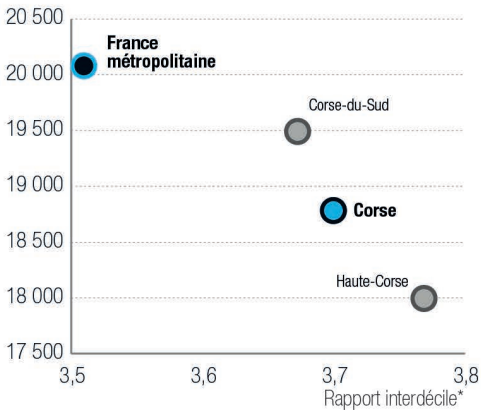
Revenu médian disponible par unité de consommation en 2013

En € par commune



Revenu médian disponible et inégalité de répartition des revenus dans les départements de la région en 2013

Revenu disponible en € par UC

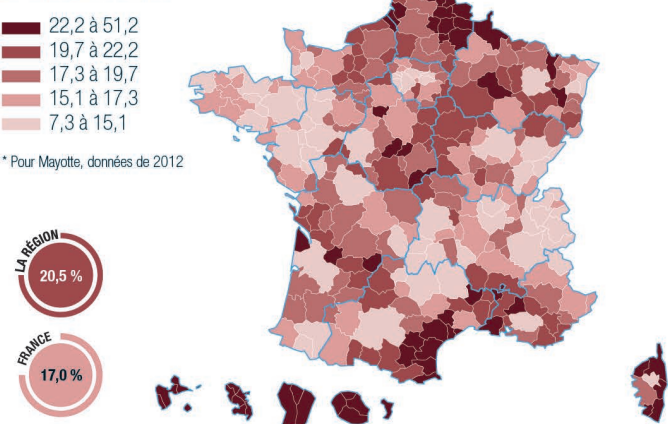


* Les déciles d'une distribution permettent de calculer des rapports interdéciles. Un décile représente 10 % de l'effectif total. Le rapport D9 (dernier décile) / D1 (premier décile) met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution. C'est une des mesures de l'inégalité.

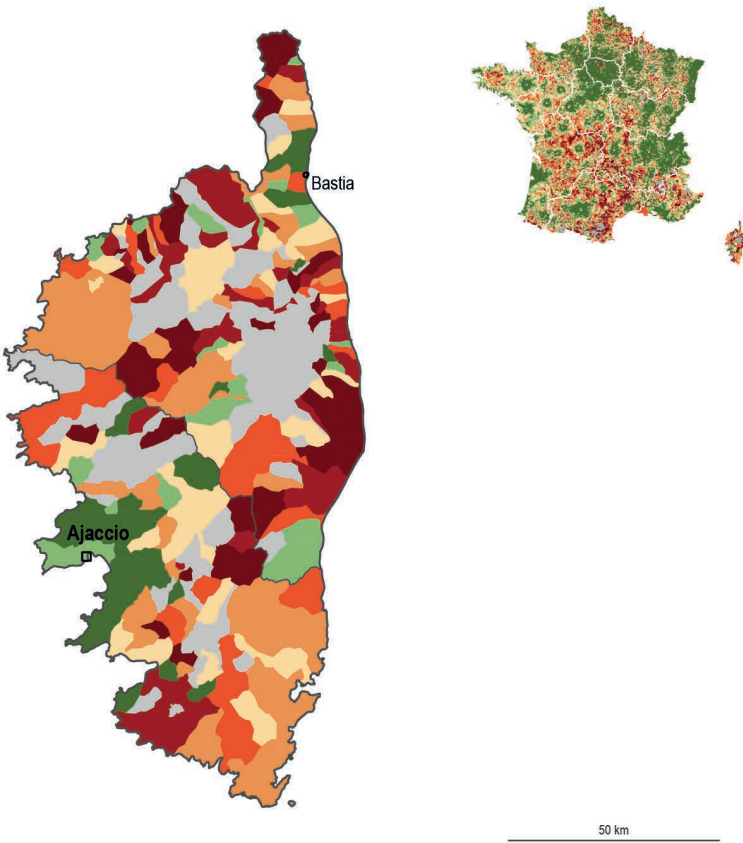
L'insertion des jeunes

Part des jeunes de 15 à 24 ans non insérés (ni en emploi, ni scolarisés) en 2013

En % par zone d'emploi



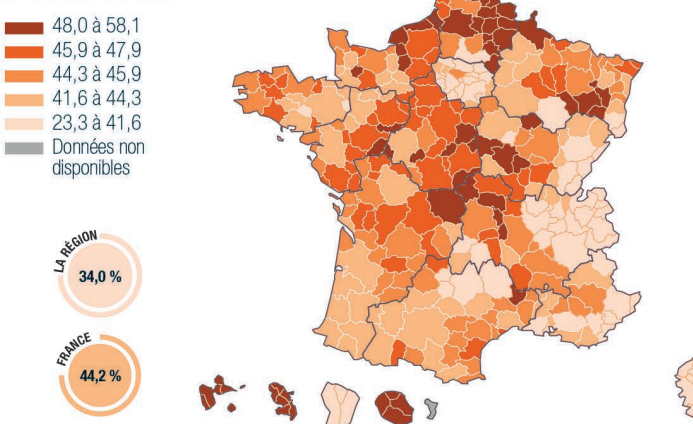
Le littoral, qui bénéficie largement du développement touristique et de l'activité du BTP, souffre de la pression sur ses ressources naturelles et de l'artificialisation des sols. Alors que la pression foncière est importante, seules 15% des communes corses disposent aujourd'hui d'un plan local d'urbanisme. L'ensemble de l'île est également touché par un désordre foncier exceptionnel (caractérisé par l'absence de titres de propriété pour une part importante des propriétés foncières et immobilières, publiques ou privées).



Chômage de longue durée

Part des demandeurs d'emploi de longue durée parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en 2016

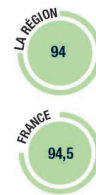
En % par zone d'emploi



Fragilité économique

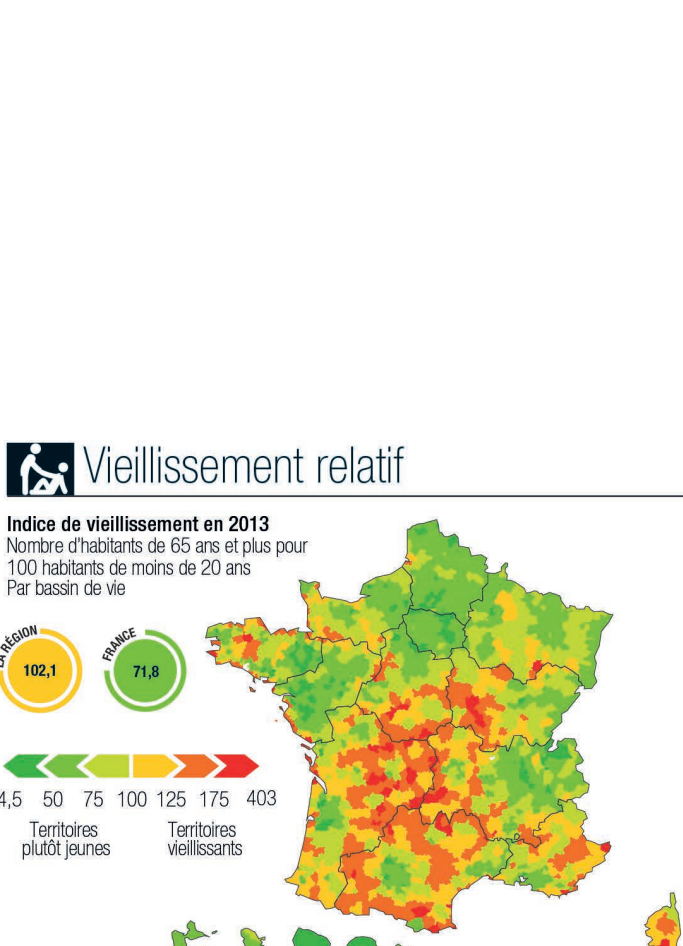
Indicateur de dépendance économique en 2013

Par bassin de vie



Le taux de dépendance économique

est le rapport entre la population des jeunes et des personnes âgées (moins de 20 ans et 60 ans et plus) et la population en âge de travailler (20 à 59 ans). Il est défavorable lorsqu'il est supérieur à 100 (ou « fort »), c'est-à-dire lorsqu'il y a davantage de jeunes et seniors que de personnes en âge de travailler.



Mortalité prématurée

Taux standardisé de mortalité prématurée des 0-64 ans en 2014

En % par département



Inégalité d'accès aux services

Temps d'accès moyen aux principaux services de la vie courante via le réseau routier en 2013

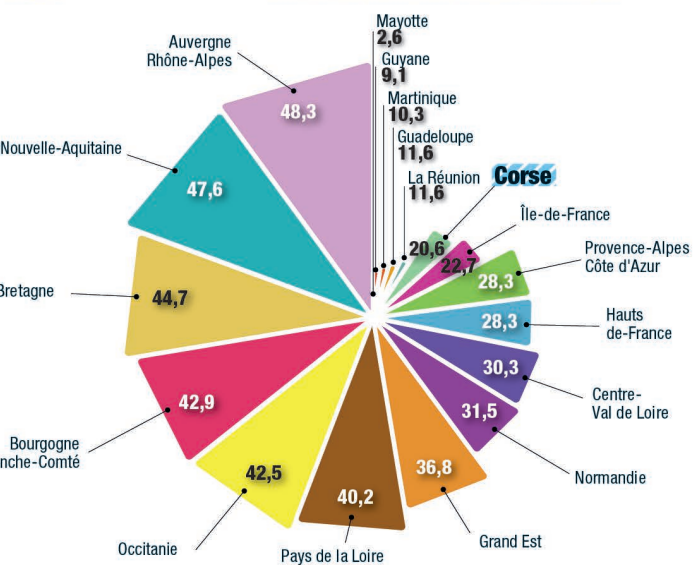
En minutes, représentation lissée



Inégalité d'accès à la culture

Densité d'équipements culturels Nombre d'équipements culturels* pour 100 000 habitants en 2015

* Salles de cinéma, théâtres, musées, conservatoires et bibliothèques





51

places-lits pour
1 000 personnes âgées
de 75 ans en 2015
contre 95,1 en France

5,5

années d'écart
d'espérance de vie
entre les femmes
et les hommes en 2014
contre 6,3 ans en France

19

millions d'euros de
dépense en R&D
en 2014 soit
0,04 % des dépenses
nationales

159

chercheurs ETP
en 2014

Environnement

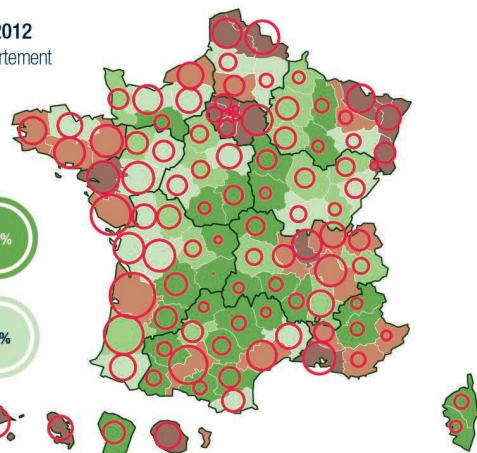
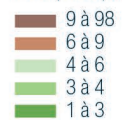
Espaces nouvellement
artificialisés entre 2006 et 2012

En nombre d'hectares, par département



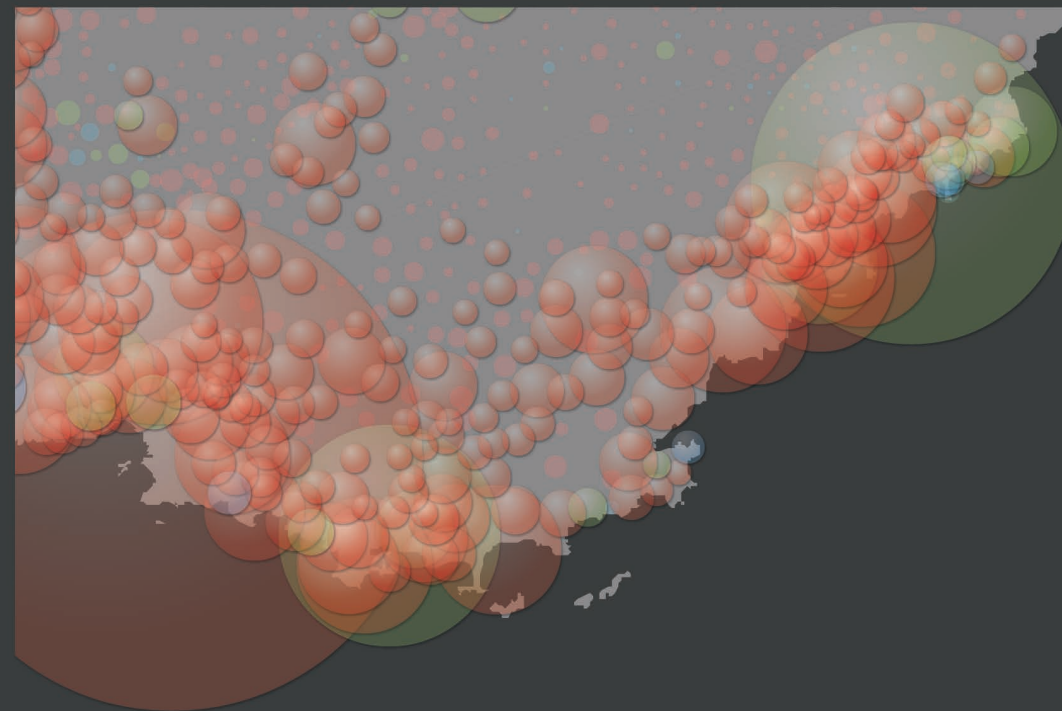
Part des espaces
artificialisés en 2012

En % par département

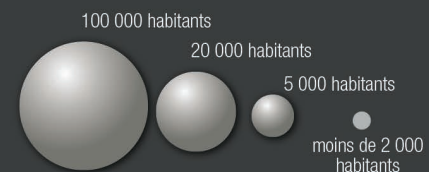


ZOOM RÉGIONAL

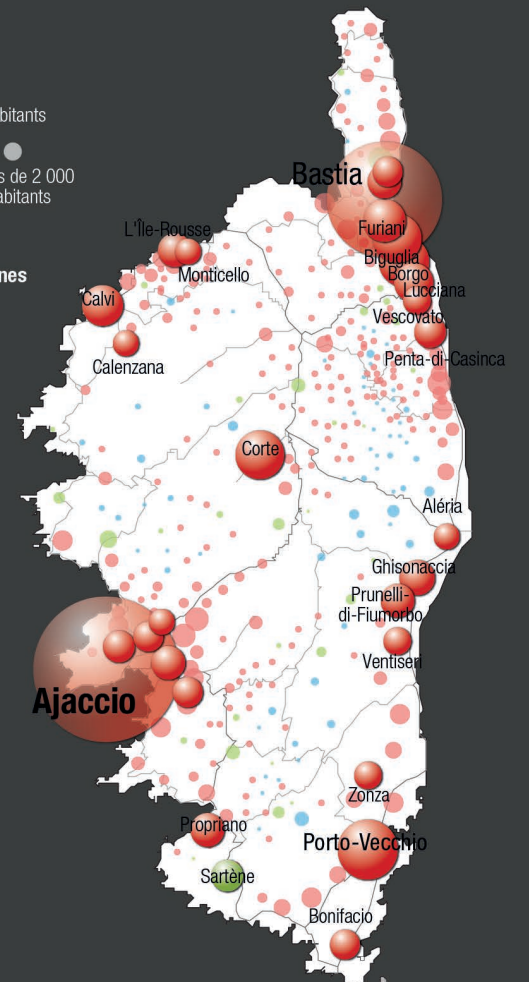
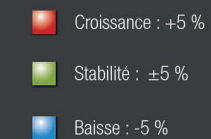
LES PROFILS DE DÉVELOPPEMENT



Population municipale des
communes en 2013



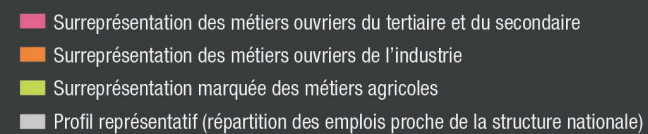
Évolution de la population des communes
entre 1990 et 2013 (en %)



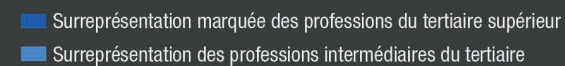
Spécialisation professionnelle

Typologie des zones d'emploi (2010)

Les zones à orientation industrielle et agricole



Les zones à orientation tertiaire



Limite régionale

Métropolisation et périurbanisation



3. LEVIERS

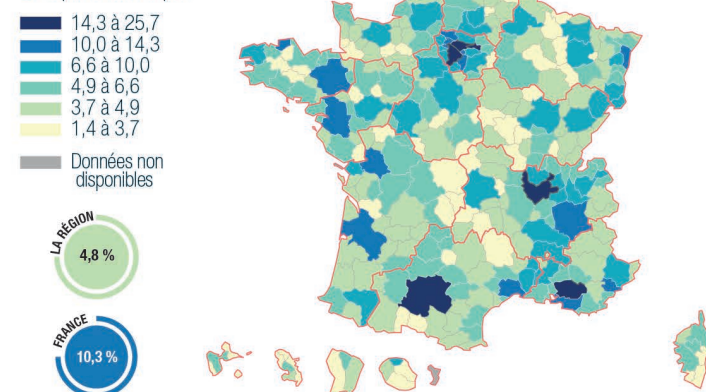
LA MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE COLLECTIVITÉ DE CORSE LE 1ER JANVIER 2018 DOIT PERMETTRE UN RENFORCEMENT DES MOYENS D' ACTIONS EN FAVEUR DU TERRITOIRE.

En matière de développement, la Corse bénéficie d'un soutien exceptionnel de l'Etat pour faciliter son rattrapage en termes d'infrastructures et d'équipements structurants. Ce soutien, ainsi qu'une réflexion stratégique sur l'aménagement de son territoire urbain, rural et de montagne, doit permettre d'inscrire les projets dans une approche territorialisée et est une condition nécessaire à l'amélioration de l'accès aux services, au renforcement de l'attractivité et de la cohésion du territoire insulaire.

Le territoire bénéficie enfin d'un potentiel environnemental de qualité ainsi qu'un cadre de vie attractif qui ouvre des opportunités notamment dans le champ des énergies renouvelables et de la valorisation des ressources naturelles. De nouvelles niches commerciales et industrielles dans le secteur du bois, de la construction, de l'aquaculture et du numérique, constituent des atouts pour accroître la visibilité de la production régionale.

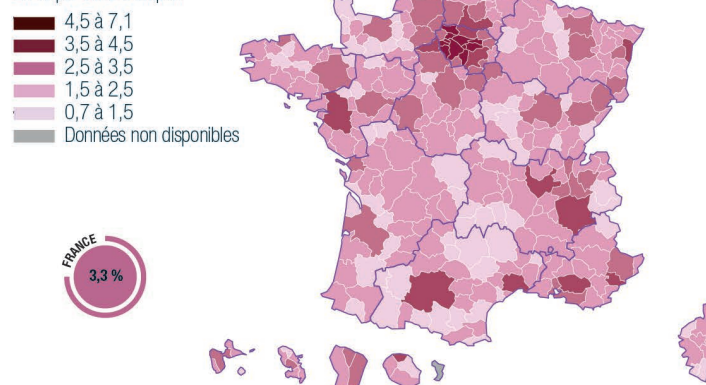
Les ressources métropolitaines

Part des cadres des fonctions métropolitaines supérieures dans l'emploi total en 2013
En % par zone d'emploi



L'innovation

Part des établissements dans les secteurs innovants en 2011
En % par zone d'emploi



ZOOM RÉGIONAL DES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES

Territoires

Des politiques en faveur de territoires fragiles

Politique de la ville

◆ Commune concernée par un ou plusieurs quartiers de la géographie prioritaire

Ruralité

■ Commune classée en zone de revitalisation rurale en 2018 ou bénéficiant des effets du classement

Mutations économiques

■ Commune classée en zonage d'aide à finalité régionale (2014-2020)

Réseaux

Des politiques en faveur du rayonnement et de la complémentarité

Services au public

● Maison de services au public (février 2017)
● Maison de santé pluriprofessionnelle (mars 2017)

Rayonnement des fonctions urbaines et métropolitaines

● Commune lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt Centre-Bourg

